

DECRET n° 2009-1417 en date du 23 décembre 2009

DECRET n° 2009-1417 en date du 23 décembre 2009 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de nouveaux sites prioritaires par la société d'aménagement et de promotion des côtes et zones touristiques du Sénégal (SAPCO Sénégal) sur des terrains situés à Pointe Sarène, Mbodiène et Joal Finio, pour une superficie globale de 1.478 ha 35 a 10 ca et à Toubacouta, Foundiougne, Fimela et Ndangane, pour une superficie globale de 576 ha 48 a 18 ca, prononçant le déclassement des dépendances du domaine public maritime et du domaine public fluvial comprises dans l'assiette dudit projet, prononçant l'incorporation au domaine national des dépendances déclassées du domaine public maritime et du domaine public fluvial et prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat des terrains du domaine national situés sur l'assiette du projet.

Article premier. - Est déclaré d'utilité publique, en application des dispositions des articles 3 et suivants de la loi 76-67 du 2 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et autres opérations foncières d'utilité publique, le projet d'aménagement de nouveaux sites prioritaires par la société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO Sénégal), sur des terrains situés à Pointe Sarène, Mbodiène et Joal Finio, pour une superficie globale de 1478 ha 35 a 10 ca et à Toubacouta, Foundiougne, Fimela et Ndangane, pour une superficie globale de 576 ha 48 a 18 ca.

Art. 2. - Est prononcé, conformément aux dispositions de la loi 76-66 du 2 juillet 1976 en son article 19, le déclassement des dépendances du domaine public maritime et du domaine public fluvial compris dans l'assiette dudit projet ;

Art. 3. - Est prononcée, leur incorporation au Domaine National ;

Art. 4. - Est prescrite, en application des dispositions des articles 29 et suivants du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, leur immatriculation ;

Art. 5. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.